

# APRES LES LEGISLATIVES, NOUS EXIGEONS LA JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE !



**Au terme de ces élections législatives, l'extrême droite est battue. C'est un immense soulagement pour les organisations de l'Alliance écologique et sociale.**

**Cette défaite est le résultat d'une mobilisation très forte d'électeurs et d'électrices, mais aussi du mouvement social dans ses différentes composantes, qui s'est très clairement engagé contre l'extrême droite, pour des mesures de justice sociale et environnementale. Cette exigence doit désormais être entendue.**

**Contre l'extrême droite**, c'est-à-dire contre ses politiques racistes, sa « préférence nationale » et ses mesures de régression sociale, ou encore le déni face à l'urgence climatique. Nous condamnons la diffusion de paroles ou d'actes racistes ou anti-LGBTQI qu'ont occasionné ces élections, sur les lieux de travail, dans la rue, sur les plateaux de télévision et jusqu'aux sommets de l'État.

**Pour des mesures écologiques et sociales**, d'autant plus indispensables qu'elles sont les seules à même de faire reculer durablement la colère qui s'exprime dans nombre de votes RN. La retraite à 60 ans, l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, sont des mesures d'urgence impératives pour réparer les dégâts causés par les précédents gouvernements. Le retour de services publics de qualité, accessibles à toutes et tous, dans tous les territoires ruraux et urbains est une nécessité absolue et un juste retour de la contribution de chacun et chacune à leur financement par l'impôt. La mise en œuvre de mesures pour une transition juste, dans le logement, les mobilités, l'alimentation et l'agriculture est également une urgence.

Le vote RN se nourrit aussi de l'inaction des gouvernements successifs face à la crise environnementale. Nombreuses et nombreux sont ceux qui pressentent qu'ils subiront des fermetures d'usine, des désastres environnementaux sans recevoir le soutien que la société leur doit.

Il est pourtant possible d'engager une rupture écologique qui se fasse dans l'intérêt du monde du travail. Avec nos alliés de la Coalition 2024, formée entre les deux tours avec une centaine de collectifs, d'associations et d'organisations syndicales, nous avons formulé une plateforme claire de mesures d'urgence. Elle inclut l'instauration de prix garantis pour assurer un revenu décent pour les agriculteurs et agricultrices et une meilleure rémunération des pratiques agro-écologiques. Elle revendique un plan de réindustrialisation et de relocalisation de l'industrie. Pour l'Alliance écologique et sociale, une véritable politique industrielle doit répondre avant tout aux besoins sociaux et environnementaux. Elle ne doit pas se contenter de vanter les mérites d'une industrie verte souvent dépourvue de conventions collectives protectrices, ni d'utiliser les nécessités de la transition pour justifier la casse sociale. Il faut garantir aux salarié·es des entreprises polluantes des droits et une rémunération maintenus entre deux emplois et transférables d'un emploi à l'autre.

Ces conquêtes ne pourront s'imposer que par des mobilisations, que nous nous emploierons à construire de façon unitaire. Nous devons inventer des outils pour demander des comptes à celles et ceux qui nous gouverneront, pour instaurer un contrôle par le mouvement social et la société civile sur les politiques menées. Nous ferons un point régulier pour vérifier si ces politiques sont à la hauteur de l'urgence sociale et environnementale.